



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

147^e Assemblée de l'UIP

Luanda (Angola)
23-27 octobre 2023



Discours de M. Duarte Pacheco Président de l'UIP

Discours à la cérémonie inaugurale de la 147^e Assemblée

Luanda, 23 octobre 2023

Monsieur le Président de la République d'Angola, João Lourenço,
Madame la première Dame d'Angola, Ana Dias Lourenço;
Madame la Vice-Présidente de la République d'Angola, Esperança da Costa,
Madame la Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, Carolina Cerqueira,
Mesdames et Messieurs les présidents de parlement et les présidents de délégation à l'Assemblée
de l'Union interparlementaire,
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur le Secrétaire général de l'UIP,
Chers collègues parlementaires,
Mesdames et Messieurs membres du corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs autres dignitaires,
Mesdames et Messieurs,

J'adresse mes premiers mots aux autorités et au peuple angolais pour les remercier de l'accueil
chaleureux qu'ils nous ont réservé dans cette belle ville de Luanda.

Je tiens aussi à remercier le Président de la République d'Angola, João Lourenço, l'ancien
Président de l'Assemblée nationale, Fernando Piedade dos Santos, et l'actuelle Présidente de
l'Assemblée nationale, Carolina Cerqueira, qui ont accepté dès le premier jour de relever le défi
d'accueillir l'Assemblée de l'UIP.

Mesdames et Messieurs, j'ai été très surpris de constater que la dernière fois que l'UIP a tenu une
Assemblée dans un pays lusophone, c'était en 1962, au Brésil, alors que je n'étais moi-même pas
encore né. Il était temps de remédier à cette situation.

C'est ainsi que, contre vents et marées, l'UIP a pu accepter l'invitation à tenir cette Assemblée
dans ce magnifique pays, qui a vu naître José Eduardo Agualusa, Pepetela, Ondjaki, Anselmo
Ralph, Bonga, Yuri da Cunha ou encore Raúl Indipwo, pour ne citer que quelques-uns des grands
noms de la culture angolaise.

Et maintenant, Monsieur le Président, nous sommes là : plus de 1 300 participants de plus de
130 pays font de Luanda cette semaine la capitale mondiale des parlements.

Je n'ai pas de mots pour exprimer ma gratitude envers le peuple angolais pour les efforts qu'il a
déployés en vue d'organiser cette Assemblée et pour l'accueil chaleureux et affectueux qu'il nous
a réservé.

Aujourd'hui, je dois vous dire que je suis très heureux d'être ici à Luanda, je me sens l'un des
vôtres, je me sens Angolais !!!

F

#IPU147

Et l'Angola est l'endroit idéal pour parler de "paix", le thème principal du débat de cette Assemblée. Les Angolais savent à quel point la paix est fondamentale pour assurer le développement économique et social que nous souhaitons tous pour nos pays.

Les Angolais n'ont pas connu la guerre à travers les livres ou la télévision. Ils l'ont vécue dans leur chair. Des années et des années de conflit fratricide qui ont fait des milliers de victimes, toutes générations confondues.

Pendant des années, à cause de la guerre, les investissements n'ont pas pu se faire au rythme souhaité et les progrès en matière d'éducation ou de santé, par exemple, ont été trop lents.

Mais avec la paix, tout a changé.

Avec la paix, tout est possible.

L'espoir est de nouveau permis.

On peut de nouveau croire en l'avenir.

Il devient possible de mettre à profit les différents domaines de la gouvernance.

C'est là que l'UIP peut agir, surtout lorsque la guerre fait la une de tous les journaux et inquiète les citoyens.

Malheureusement, la guerre en Ukraine, conséquence de l'agression perpétrée par la Fédération de Russie, est loin d'être terminée. Elle mobilise des ressources de part et d'autre pour l'effort de guerre et fait des milliers de victimes.

L'UIP demeure persuadée qu'il faut établir des canaux de négociation pour trouver une solution à ce conflit.

Je salue tous les membres de notre Groupe de travail pour leur courage, leur persévérance et leur volonté de parvenir à la paix en Ukraine.

Plus récemment, le conflit au Moyen-Orient a pris une tournure encore plus alarmante à la suite de l'attaque terroriste du Hamas contre des civils israéliens, qui a fait plus de 1 000 morts, dont des bébés, des enfants, des jeunes et des femmes sans défense.

Il s'agit d'un acte barbare, inhumain, qui doit être condamné dans les termes les plus forts et nous devons réclamer la libération immédiate de tous les otages.

Israël a certes le droit de se défendre, mais il doit le faire en respectant le droit international, le principe de proportionnalité et la mise en place de couloirs humanitaires pour acheminer l'aide aux Palestiniens qui en ont le plus besoin.

En outre, il sera difficile d'instaurer la paix dans la région si les deux parties ne sont pas disposées à dialoguer avec un seul objectif : l'existence de deux États souverains cohabitant en sécurité.

Le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient s'est réuni en urgence la semaine dernière et se réunira à nouveau en marge de la présente Assemblée. J'espère que l'UIP pourra jouer un rôle significatif pour faciliter le dialogue et aider à la recherche de solutions diplomatiques à ce conflit.

Malheureusement, sur ce continent – l'Afrique –, les conflits persistent également : coups d'État contre l'ordre constitutionnel, terrorisme, notamment au Sahel ou au Mozambique, avec pour conséquence de semer la terreur et d'accroître la pauvreté pour les populations concernées, ou encore guerres civiles, comme au Soudan, où la cupidité l'emporte sur la raison. Et qui en pâtit ? Toujours les mêmes : les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société.

En Orient, au Myanmar et en Afghanistan, la situation ne s'améliore pas non plus. L'absence de démocratie et la violation des droits de l'homme sont généralisées, comme par exemple l'interdiction pour les filles d'aller à l'école imposée par le régime taliban.

Et comment réagit la communauté internationale ? En détournant le regard, en faisant mine que le problème est réglé. Nous ne pouvons que le regretter.

En Amérique latine et en Méditerranée, nous observons des mouvements migratoires sans précédent, où des personnes meurent chaque jour dans leur quête d'un "lendemain". Et là aussi, le problème persiste et persiste encore sans aucune solution à l'horizon.

Tel est le monde dans lequel nous vivons.

Monsieur le Président de la République,
Mesdames et Messieurs,

Après la pandémie de COVID-19, nous pensons que nous pourrions revenir à un monde normal, sûr, pacifique et tolérant. Nous nous sommes trompés !

Plusieurs défis restent à relever par la communauté internationale, les gouvernements et les parlementaires :

- Les changements climatiques sont une réalité et, tout bien considéré, les résultats obtenus dans la lutte contre les changements climatiques sont très lents. Ces derniers mois ont été les plus chauds jamais enregistrés. Nous avons assisté à de nombreux phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde entier, qui ont eu un impact sur notre vie quotidienne et qui soulèvent des questions fondamentales sur l'avenir. Nous avons également vu des exemples remarquables de ce qu'il est possible de faire. Il est maintenant temps d'envisager la situation dans son ensemble et d'intensifier notre action pour mettre en œuvre l'Accord de Paris. En tant que parlementaires, nous devons demander à nos gouvernements de rendre compte des engagements pris pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius. Nous devons réfléchir non seulement à de nouvelles approches pour réduire les émissions, mais aussi à des mesures d'atténuation et d'adaptation innovantes. Et nos solutions doivent bien sûr être durables et justes.
- Il faut mettre en œuvre des politiques qui permettent d'atteindre les objectifs de développement durable, dont la date butoir approche de plus en plus et dont seuls 12 % ont été atteints aujourd'hui.
- La démocratie est menacée au quotidien, avec le développement de mouvements populistes, xénophobes et racistes qui érodent les fondements des sociétés, et avec l'utilisation des nouvelles technologies dans une forme de "démocratie directe" contraire à l'idéal même de démocratie.
- Nous constatons un manque de stratégies à long terme et de stratégies d'analyse des défis posés par la transformation numérique, notamment par l'intelligence artificielle. Je salue les parlements qui ont pris l'initiative de créer les Commissions du futur, afin que le débat lancé par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ne reste pas au niveau des gouvernements, mais implique également les représentants des citoyens, à savoir les parlementaires.

Comme le dit Pepetela, "nous voulons transformer le monde, mais nous sommes incapables de nous transformer nous-mêmes". L'UIP a cherché à démentir cette affirmation en se transformant pour être plus proche des parlements, pour être à l'écoute de la société, des aspirations des citoyens et, ainsi, apporter une culture du changement à chacun d'entre nous, parlementaires, et aux parlements, car transformer la société n'est possible que si tout le monde s'engage à le faire.

En tant que parlementaires, nous devons nous efforcer de regagner la confiance des citoyens au service desquels nous travaillons. Nous devons faire respecter l'état de droit et, alors que nous célébrons le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, protéger les libertés fondamentales des citoyens. Et surtout, nous devons œuvrer pour la paix, la tolérance et l'harmonie au sein de nos communautés, dans nos régions et partout dans le monde. Nos actions doivent être fondées sur le maintien du multilatéralisme, l'importance des traités et le respect de nos engagements en faveur d'un monde plus sûr et plus pacifique pour le bien de tous.

Chers collègues,

Ce qui me frappe toujours lorsque je viens en Afrique, c'est la jeunesse de sa population, ce qui me laisse penser que la représentation des jeunes au parlement est peut-être encore plus essentielle ici qu'ailleurs. Dans le monde entier, nous constatons des progrès : le dernier rapport de l'UIP montre que la présence des jeunes au parlement s'est accrue au cours des deux dernières années.

Pourtant, seuls 2,8 % des parlementaires dans le monde ont 30 ans ou moins. La campagne de l'UIP "Oui à plus de jeunes au parlement !" entre dans sa troisième année, mais ses messages sont toujours autant d'actualité. J'encourage ceux d'entre vous qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre la campagne.

Et quel plaisir, une fois de plus, pour notre Assemblée d'être accueillie par un parlement présidé par une femme. Mais malheureusement, nous sommes encore loin de l'objectif de parité en politique que nous nous sommes fixé. Nous devons rester vigilants, car les progrès ont ralenti et peuvent s'annuler à tout moment. Nous devons donc redoubler d'efforts jusqu'à ce que la parité devienne réalité. Pas dans 100 ans, mais, espérons-le, de notre vivant.

Chers collègues,

Il s'agit de ma dernière Assemblée en tant que Président de l'UIP. Permettez-moi donc de conclure ce discours dans ma langue maternelle !

Tout au long de mon mandat, j'ai travaillé sans relâche pour renforcer la visibilité de l'UIP, tant au sein de la communauté parlementaire mondiale qu'au-delà, pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIP, en encourageant les parlements à servir leurs citoyens et à œuvrer pour la paix et le développement, et pour consolider autant que possible la bonne gouvernance de l'UIP.

Je suis ravie que mon successeur soit une femme de ce grand continent. Je lui souhaite tous mes vœux de réussite dans la poursuite de l'histoire de cette illustre organisation.

Je vous souhaite à tous une Assemblée fructueuse.

Je suis convaincu que nous saurons honorer la confiance que nous témoignent nos concitoyens.

Je vous remercie de votre attention!